



Saint-Prex, le 19 juin 2025/AG

**MUNICIPALITÉ**  
DE  
**SAINT-PREX**

**DÉCISIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

Agissant en vertu de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), la Municipalité de Saint-Prex porte à la connaissance des électeurs que, dans sa séance du 18 juin 2025, le Conseil communal de Saint-Prex a pris les décisions suivantes:

- de nommer M<sup>me</sup> Adélaïde Tschanz, en qualité de présidente du Conseil communal pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026;
- de nommer M. François Siegwart en qualité de vice-président du Conseil communal pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026;
- de nommer M<sup>me</sup> Marie-Claire Mamin et M. Antonio Todde en qualité de scrutateurs pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026;
- de nommer M<sup>mes</sup> Marlyse Dutoit-Lopez et Concetta Pino en qualité de scrutatrices-suppléantes pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 juin 2026.
- de réaffecter le fonds de réserve «2910.32 Provision pour éventuelle subvention trottoir rte de Morges» sur le nouveau compte «2930.02 Préfinancement de l'amortissement de la requalification RC1 – voie verte» et de reclasser l'immobilisation du patrimoine administratif «9143.01 22-08/08.22 Rénovation des bâtiments place de l'Horloge» au patrimoine financier «1084.04 22-08/08.22 Rénovation des bâtiments place de l'Horloge».
- d'approuver la gestion, les comptes communaux pour l'exercice 2024, le bilan et les annexes, ainsi que la création d'un préfinancement pour l'amortissement de la partie SEEP du CTC de Fr. 2'800'000.00, les principes MCH2, le règlement des fonds pour les rénovations visant le maintien de la valeur des immobilisations du patrimoine financier et de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2024.
- de maintenir à 65 le nombre de sièges au Conseil communal et à 5 à la Municipalité.

Conformément à l'article 160 de la LEDP, les décisions susmentionnées ne peuvent pas faire l'objet d'une demande de référendum.

- d'autoriser la Municipalité à équiper le collège de Sous-Allens 3 de panneaux photovoltaïques, afin d'alimenter ce collège en électricité et de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 300'000.00 TTC,
- d'autoriser la Municipalité à procéder à l'entretien et rénovation de l'unité d'accueil pour écoliers (UAPE) de Sous-Allens et de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme globale de Fr. 189'000.00 TTC.

- d'autoriser la Municipalité à poursuivre les travaux de rénovation des bâtiments ECA n<sup>os</sup> 258 et 259 de la place de l'Horloge et de lui accorder le crédit complémentaire nécessaire, soit la somme globale de Fr. 365'000.00 TTC;
- d'autoriser la Municipalité de procéder à la transformation du concept «bar-vinothèque» en bistro dans le bâtiment ECA n° 258 et de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme globale de Fr. 297'000.00 TTC;

Conformément à l'article 160 de la LEDP, les 4 dernières décisions peut faire l'objet d'une demande de référendum. Celui-ci doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours (art. 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés aux piliers publics (art. 163 al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art 163 al. 3 LEDP (art. 164 al. 1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art.134 al. 2 et 3 par analogie).

Le texte complet de ces décisions peut être consulté au secrétariat municipal.

Secrétariat municipal